



Westminster & City News

NUMÉRO 8

Du 21 février au 27 février 2020

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCES PUBLIQUES

Le niveau d'emprunt public est en bonne voie pour s'établir en dessous des prévisions de l'OBR – Le niveau d'emprunt net du secteur public s'est établi en surplus en janvier, à 9,8 Md£, en baisse toutefois par rapport au surplus de 11,9 Md£ de janvier 2019. Ce repli reflète une augmentation inhabituelle des dépenses, notamment au profit du système de santé et une hausse des contributions au budget de l'UE. Bien que n'ayant pas permis d'équilibrer les dépenses, les recettes publiques ont réalisé une bonne performance, s'établissant en hausse de 1,3 Md£ par rapport à janvier 2019. L'emprunt net du secteur public devrait atteindre 44,1 Md£ sur l'année fiscale 2019-20, en dessous des prévisions de mars 2019 de l'OBR à 47,6 Md£, en raison d'une croissance plus faible qu'attendue des dépenses publiques, d'un service de la dette bas ainsi que d'une hausse des revenus fiscaux du gouvernement.

Le RU devrait au moins investir 1 000 Md£ sur vingt ans pour réellement réduire les inégalités régionales – La *UK 2070 Commission*, un groupe de réflexion indépendant, a [appelé](#) le gouvernement à consacrer au minimum 1 000 Md£ dans les infrastructures et la formation et à davantage décentraliser le processus de décision à l'échelle locale afin de réduire les disparités inter-régionales. Les écarts interrégionaux au RU seraient « les plus importants de tous les pays développés » selon le rapport, qui juge largement insuffisants les 100 Md£ d'investissement dans les infrastructures et la formation sur cinq ans annoncés par l'ancien ministre des finances. Le rapport recommande notamment de tripler les montants du fonds *UK Shared Prosperity Fund* venant en remplacement des fonds structurels européens (effectif à partir de janvier 2021) de 4,4 Md£ à 15 Md£ par an pendant au moins vingt ans. Sans réel changement de stratégie, le rapport estime que la moitié des nouveaux emplois d'ici 2050 seront concentrés dans le Sud-Est de l'Angleterre, contre déjà un tiers aujourd'hui.

INDICATEURS MACROECONOMIQUES

Les premiers effets du coronavirus sur l'activité britannique seraient faibles – Selon les estimations flash du PMI de février, le secteur industriel britannique pourrait ressentir les premiers effets du coronavirus. L'indice du temps de livraison des fournisseurs a chuté, reflétant la détérioration des chaînes logistiques la plus importante depuis 1992. Le constructeur automobile Jaguar Land Rover a indiqué qu'il manquerait de pièces de construction dès mars si la production ne reprenait pas en Chine. Cependant, les effets sur l'économie britannique devraient rester modestes, car le secteur manufacturier ne participe qu'à hauteur de 9 % au PIB. La baisse du tourisme ne devrait avoir également qu'un effet marginal, les dépenses des touristes étrangers ne représentant que 1,5 % du PIB. La consommation domestique ne semble pas être affectée pour le moment par ce phénomène.

Les prix immobiliers rebondissent modestement en janvier – Le prix des logements a augmenté de 1,9 % en janvier en glissement annuel contre 1,4 % en décembre. [Selon](#) l'entreprise financière Nationwide, l'activité du marché immobilier est restée globalement stable, soutenue par un fort taux d'emploi, une croissance dynamique des salaires et les faibles coûts d'emprunt. Le taux de propriété immobilière a enregistré une légère hausse à 63,8

% en 2019 contre 63,5 % en 2018. Nationwide s'attend à ce que les prix immobiliers restent stables pour les 12 prochains mois.

ACTUALITÉ FINANCIÈRE

BREXIT

Le gouvernement a présenté son approche générale à la veille du début la négociation – Le document, présenté aujourd'hui, conformément aux orientations données par le Premier ministre lors de son discours du 3 février, met l'accent sur le recouvrement intégral de la souveraineté économique et politique du Royaume-Uni. Le gouvernement souhaite que l'accord de libre-échange avec l'UE, de manière semblable aux autres accords commerciaux ratifiés Bruxelles, prévoit une libéralisation totale (sans aucun droit de douane ni quota) et préserve l'autonomie réglementaire et juridictionnelle des deux parties. En rupture avec les engagements pris dans la déclaration politique, le document ne mentionne pas une seule fois la notion de condition de concurrence équitable ni d'alignement réglementaire. Le gouvernement a rappelé qu'il ne sollicitera pas une extension de la période de transition au-delà du 31 décembre 2020, et a annoncé que dans le cas où les grandes lignes de l'accord ne sauraient pas agréées, il pourrait interrompre les négociations et se concentrer sur les préparatifs à une sortie sans accord.

Les incertitudes liées au Brexit sont en train de se dissiper, selon le chef économiste de la BoE – Si les dernières enquêtes laissent présager une amélioration du climat des affaires, Andy Haldane a jugé lors d'une [conférence](#) qu'il était encore trop tôt pour savoir si cela permettrait de relancer l'investissement des entreprises. Les risques économiques liés au Brexit, et à la propagation du coronavirus, ne pouvaient pas être totalement écartés. Par ailleurs, le chef économiste de la BoE a estimé qu'il fallait engager [une refonte du modèle capitaliste](#), notamment en repensant les objectifs des entreprises au-delà des bénéficiaires des actionnaires pour y inclure les intérêts d'autres parties prenantes, telles que les clients et les employés. Andy Haldane a également souligné les risques liés à la surfinciarisation de l'économie britannique. Selon lui, le système bancaire devrait être revu afin de favoriser l'investissement vers les petites et moyennes entreprises, notamment à travers le circuit des banques publiques régionales et/ou d'infrastructure.

RÈGLEMENTATION FINANCIÈRE ET MARCHÉS FINANCIERS

La BoE lance son programme pour le secteur financier (« Private Finance Agenda ») en vue de la COP26 – La BoE a publié une [stratégie](#) à l'intention des institutions financières afin de les encourager à atteindre l'objectif de neutralité carbone. Dans son [discours](#) intitulé « *The Road to Glasgow* », où se déroulera en novembre la COP 26, Mark Carney a notamment appelé les banques à calculer et à communiquer leur exposition aux risques climatiques en rejoignant l'initiative *Task Force on Climate-Related Financial Disclosures*. Il a également encouragé les entreprises et les régulateurs britanniques à développer des tests de résistance aux risques climatiques. Enfin, les institutions devront être plus transparentes quant à l'impact climatique de leurs portefeuilles. Christine Lagarde, qui s'est engagée à faire des risques climatiques une priorité de son mandat à la BCE, était présente au lancement du « *Private Finance Agenda*. » Elle a annoncé que la BCE publiera d'ici la fin de l'année les résultats de ses premiers tests de résistance aux risques climatiques.

La trésorière de la BoE favorable au développement d'une crypto monnaie – Dans un entretien au *Telegraph*, la *chief cashier* de la BoE Sarah John a manifesté son soutien au développement d'une crypto monnaie par les pouvoirs publics. Les banques centrales doivent selon elle envisager d'intervenir dans le secteur des paiements numériques avant que les géants numériques ne le dominent, et ce afin de garantir aux citoyens « un large éventail » de moyens de paiements de confiance. Le mois dernier, la BoE avait formé un groupe de travail avec cinq autres banques centrales (Canada, Japon, Suisse, Suède, BCE) afin d'étudier la faisabilité de créer une monnaie numérique. Selon un sondage [d'Ipsos Mori/OMFIF](#) réalisé dans 13 pays différents et cité par le *Telegraph*, les banques centrales seraient perçues par le public comme les institutions les plus fiables pour développer une crypto monnaie.

La FCA fixe une date limite pour se conformer aux règles de Mifid II sur les données financières – Sous Mifid II, les plateformes financières sont tenues de publier les données relatives au prix de chaque transaction d'action dans les 15 minutes suivant la transaction. Selon *Financial News*, la FCA aurait écrit aux plateformes financières britanniques en leur demandant de se conformer à cette règle d'ici le 31 mars, et en précisant que les données devraient être facilement analysables, et disponibles gratuitement pendant au moins 24 heures. Si la FCA a le pouvoir d'infliger des amendes à ceux qu'elle juge en infraction, elle n'a pas donné d'indication quant aux potentielles sanctions en cas de non-conformité après l'échéance fixée. Enfin, la FCA a [admis](#) avoir révélé par

erreur des informations confidentielles sur environ 1 600 consommateurs britanniques en novembre 2019, alors qu'elle répondait à une demande au titre de la loi sur la liberté d'information.

Le gouvernement souhaite étendre le régime des comptes inactifs au-delà des banques – Sous le régime des comptes dormants (« *dormant accounts scheme* »), les banques britanniques peuvent transférer vers des œuvres caritatives les fonds collectés sur les comptes restés inactifs pendant au moins 15 ans et dont le propriétaire est injoignable. Depuis la mise en place du mécanisme en 2011, plus de 600 M£ ont été recueilli auprès de 30 institutions participantes. Le gouvernement a lancé une [consultation](#) pour réfléchir à l'extension du régime aux sociétés d'assurance, aux gestionnaires d'actifs et aux fonds d'investissement. Selon une commission indépendante, 2 Md£ de fonds inactifs et non-réclamés pourraient être reversés à des œuvres caritatives par ces secteurs.

BANQUES

JP Morgan veut lancer sa banque de détail numérique au RU – La banque américaine serait en discussion avec les superviseurs britanniques pour lancer son offre numérique sur le marché britannique d'ici la fin de l'année. Selon une information de [Sky News](#), JP Morgan pourrait proposer des comptes courants et des produits d'épargne et de crédit aux consommateurs sous la marque « Chase », également utilisée aux Etats-Unis. Si JP Morgan choisissait de cibler un public plus large que Goldman Sachs (dont la banque numérique Marcus, lancée en 2018, a attiré 400 000 clients au RU), elle pourrait devenir un concurrent redoutable aux grands groupes britanniques sur le segment de la banque de détail. JP Morgan emploie aujourd'hui 17 000 personnes au RU, où l'entreprise est présente à travers sa banque d'investissement et sa division de gestion d'actifs.

Barclays et HSBC en quête de nouveaux dirigeants – Si le directeur général de Barclays Jes Staley entendait quitter ses fonctions d'ici la fin de l'année, l'ouverture d'une enquête sur ses relations avec Jeffrey Epstein a incité le conseil d'administration de la banque à commencer dès maintenant la recherche de son successeur. De son côté, HSBC avait identifié Jean Pierre Mustier comme le candidat externe le plus approprié pour succéder à Noel Quinn, directeur général par intérim depuis l'éviction de John Flint en août 2019. Le français aurait finalement refusé l'offre de la banque britannique, laissant Noel Quinn en position de force pour prendre durablement la tête d'HSBC. Selon le *Financial Times*, les banques britanniques peinent à recruter des dirigeants américains et asiatiques, en raison notamment des salaires moyens plus bas au RU et du régime *Senior Managers*, qui tient les cadres financiers responsables des manquements sous leur surveillance.

FINTECH

La néobanque Revolut devient la fintech britannique la plus valorisée – La [valorisation](#) de la banque numérique Revolut, qui s'élevait à 1,3 Md£ lors de sa précédente levée de fonds en avril 2018, a atteint 4,2 Md£, dépassant ainsi celles des fintech Monzo (2 Md£) et OakNorth (2,2 Md£). Cette hausse intervient à la suite de la conclusion d'une levée de fonds à hauteur de 387 M£ auprès d'investisseurs menés par le fonds américain Technology Crossover Ventures, qui détient également des parts chez Netflix, Spotify et Airbnb. La banque numérique est présente sur les segments des comptes courants, de la banque commerciale et des échanges de titres au RU, où elle emploie 500 personnes. En revanche, comme ses concurrents Monzo et Starling, Revolut n'a pas encore réalisé de bénéfices, et a déclaré des pertes avant impôt en 2018 (33 M£) et en 2017 (15 M£).

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Raphaël Bousquet, Marianne Carrubba,
Laura Guenancia, Jeanne Louffar et Pierre Serra

Revu par : Thomas Ernoult

Version du 27 février 2020

TABLEAU DE CONJONCTURE

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Indicateurs*		Croissance T3 2019	Moyenne sur 3 ans
PIB		1,4%	1,6%
PIB en glissement trimestriel (T3 2019)		0,4%	0,4%
PIB par habitant		0,8%	1,0%
Inflation (IPC)		1,8%	2,3%
Approche par les dépenses	Investissement (FBCF)	0,3%	1,4%
	Consommation	1,3%	2,3%
	Dépenses publiques	2,8%	0,8%
	Exportations (B&S)	1,5%	3,2%
	Importations (B&S)	4,9%	3,8%
Approche par la production	Secteur manufacturier	-0,6%	1,2%
	Secteur de la construction	1,8%	3,4%
	Secteur des services	2,0%	1,9%
Parmi les services	Finance et assurances	-2,7%	-0,1%
	Ventes au détail	3,7%	3,1%

MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateurs		T3 2019	Moyenne sur 3 ans
Taux de chômage		3,8%	4,2%
Taux d'emploi		76,0%	75,5%
Nombre d'heures travaillées	(moyenne hebdomadaire)	32,1	32,1
Productivité horaire**	Croissance annuelle	0,4%	0,7%
Salaires nominaux	Croissance annuelle	3,6%	2,7%
Salaires réels	Croissance annuelle	1,6%	0,6%
Revenu disponible par habitant	Croissance annuelle	1,9%	1,1%
Taux d'épargne des ménages		6,6%	6,0%

FINANCES PUBLIQUES

Indicateurs	T3 2019 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Déficit public (hors actifs bancaires)	-1,8%	-2,4%
Dette du secteur public (hors actifs bancaires)	80,2%	82,1%
Investissement public net	-2,2%	-2,0%

COMMERCE EXTERIEUR

Indicateurs		T3 2019 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Balance courante		-3,9%	-4,3%
Balance des B&S		-2,0%	-1,6%
Balance des biens		-6,9%	-6,7%
Balance des services		4,9%	5,2%
Taux de change (moyenne trimestrielle)	GBP/EUR	1,11	1,14
	GBP/USD	1,23	1,30

Source : ONS

* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

** Les données concernant la productivité, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de

*** Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible et les taux de croissance sont calculés sur 12 mois (sauf PIB g.t.). Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.